



Déclaration liminaire

Csal Emploi du 1/04/2026

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La CGT Finances Publiques tient à dénoncer avec fermeté la mise en œuvre du nouveau référentiel d'emplois en **Équivalent Temps Plein (ETP)** et la refonte du **TAGERFIP**. Sous couvert de « réajustement à la réalité », cette réforme n'est qu'un nouvel outil de gestion comptable destiné à masquer une saignée sans précédent sur nos effectifs et à organiser la dégradation de nos missions.

I. Une machine de guerre contre l'emploi et le service public

Le passage d'un décompte en « chaises » (emplois physiques) à un décompte en ETP est une manœuvre délibérée pour supprimer des emplois « sans bruit ». En cumulant les temps partiels, l'administration fait évaporer la réalité humaine de nos services :

II. Opacité et fin des garanties collectives

En ne communiquant plus que des ETP, vous rendez impossible le calcul réel des taux de grève, des arrêts maladie ou du ratio femmes/hommes. Les chiffres pourront être manipulés à loisir pour masquer la souffrance au travail et les inégalités.

III. Nos revendications

La CGT refuse que les agents deviennent de simples variables d'ajustement comptables !

Nous exigeons :

- Le maintien du décompte en **emplois physiques** (chaises) pour garantir le remplacement de chaque départ par un agent à temps plein.
- La transparence totale sur les vacances d'emplois et le maintien du rattachement effectif de chaque agent à son service.
- L'arrêt des suppressions d'emplois qui asphyxient le service public et dégradent les conditions de vie des personnels.

Pour la CGT, le service public se gère avec des femmes et des hommes dotés de moyens et de garanties statutaires.